

LES NOUVELLES DYNAMIQUES ET LES DIFFICULTÉS DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE VUES PAR LES CARICATURISTES



31 décembre 2020 - Brexit (sortie du Royaume-Uni de l'UE après le référendum de juin 2016)

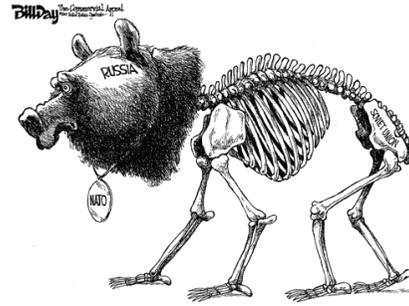
Mars 2016 Accord UE-Turquie sur les migrants



1989 Chute des régimes communistes en Europe de l'Est



1990 Réunification allemande



1991 Éclatement de l'URSS

1992 Traité de Maastricht



1993 Instauration du marché unique

Il abolit les derniers obstacles à la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux en faisant disparaître les contrôles douaniers aux frontières internes de l'Union.

1994 Échec de l'élargissement à la Norvège (Référéndum)

1995 Élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède

1997 Traité d'Amsterdam

2002 Mise en circulation de l'euro



Le traité d'Amsterdam crée un espace de liberté, de sécurité et de justice. En intégrant la Convention de Schengen de 1995, il permet la libre circulation des personnes à l'intérieur du vaste espace européen qui porte son nom.



2015 Déferlement de migrants sur l'Europe (guerre en Syrie)

2013 Élargissement à la Croatie

2008 Crise économique mondiale : Grèce, Irlande, Portugal et Espagne sont très touchés



Décembre 2007 Traité de Lisbonne

Janvier 2007 Élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie

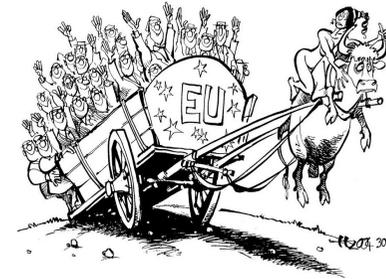


Octobre 2005 Début des négociations visant à intégrer la Turquie à l'UE



Mai-Juin 2005 Rejet du projet de constitution européenne

2004 Élargissement de l'union à dix pays d'Europe centrale et orientale



La France et les Pays-Bas votent « non » par référendum



- Le groupe de Visegrad (Hongrie, Rép. Tchèque, Slovaquie et Pologne) refuse d'accueillir les migrants.
- L'Allemagne d'Angela Merkel régularise plus d'un million de migrants.

Le traité de Lisbonne transforme et modernise les institutions de l'Union européennes pour pallier à la non-ratification de la Constitution par la France et les Pays-Bas en 2005. Pour plusieurs partis d'opposition, comme le Front National (aujourd'hui Rassemblement National) de Marine le Pen ou les partis d'extrême gauche comme le parti communiste, il s'agit d'un déni de démocratie car ce traité a été imposé contre la volonté du peuple français.

